



*Le ministre du Travail*  
*Le ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse*  
*La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Solidarités et de la Santé*

*Paris, le 13 MAI 2020*

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région  
Mesdames et Messieurs les recteurs de région académique

Copie à

Mesdames et Messieurs les commissaires à la lutte contre la pauvreté  
Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte - Dieccte)

**Objet :** Lutte contre le décrochage scolaire lié aux mesures de confinement et mise en œuvre de l'obligation de formation.

La crise sanitaire que nous traversons est un défi considérable pour notre système éducatif. Dans un contexte sanitaire qui accroît les difficultés des plus fragiles, et dès le premier jour de fermeture des établissements scolaires, le personnel de l'Éducation nationale s'est mobilisé pour garder le lien avec les élèves confinés et leur apporter l'éducation que notre République leur doit quelles que soient les circonstances.

Malgré ces efforts, cette période de confinement aura des conséquences négatives sur le parcours de nombre de jeunes. Loin de s'y résoudre, le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse anticipe déjà ces difficultés et travaille aux solutions de rattrapage et de remise à niveau de ces élèves. Au-delà, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et le Ministère du Travail, appuyés par la délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, travaillent de concert à la mise en œuvre de « l'obligation de formation » prévue par la loi pour une école de la confiance du 26 juillet 2019, et qui doit permettre de mettre un terme à la situation des « NEET » (ni en emploi, ni en formation) qui touche près de 60 000 jeunes de 16 à 18 ans.

Annoncée par le Président de la République le 13 septembre 2018 à l'occasion du lancement de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, l'obligation de formation vise à ce « qu'aucun jeune de moins de 18 ans ne se trouve sans solution et soit scolarisé, en formation, ou en emploi ».

La réussite future de l'obligation de formation dépendra notamment de la bonne coopération des acteurs de terrain qui concourent à l'éducation, la formation et l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. La mobilisation des services de l'Etat, et le renforcement des dynamiques partenariales entre les acteurs et les collectivités territoriales, en particulier les régions et les départements, constituent des éléments clés du chantier de l'obligation de formation.

.../...

La loi prévoit que l'obligation de formation entre en vigueur à la rentrée de septembre 2020. Néanmoins, face à la situation actuelle, nous avons décidé d'accélérer les travaux de préfiguration de et de mise en œuvre opérationnelle de cette mesure.

Nous vous demandons d'assurer cette mobilisation au plus près du terrain. Afin d'appuyer cette action interministérielle sur vos territoires, les commissaires à la lutte contre la pauvreté assureront, sous l'autorité des préfets de région et en lien avec les autorités académiques, l'animation de ces travaux.

Dans la perspective d'un retour progressif à l'école, et tenant compte des plans de déconfinement et des consignes sanitaires générales, vous veillerez à :

- Un traitement rapide des situations de décrochage des élèves ;
- La mobilisation immédiate des plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD) afin que des solutions opérationnelles puissent être proposées aux jeunes décrocheurs par les partenaires réunis au sein des PSAD, en premier lieu les services de l'éducation nationale et les missions locales ;
- La communication envers les jeunes et leurs familles, ainsi que les structures partenaires qui reçoivent des jeunes, afin de les orienter vers les PSAD le plus rapidement possible ;
- L'association des conseils régionaux et des conseils départementaux dans la mobilisation de solutions pour les jeunes décrocheurs.

En vue de l'entrée en vigueur de l'obligation de formation à la rentrée scolaire 2020, vous engagerez avant le début des vacances scolaires d'été le déploiement de cette mesure, en veillant particulièrement à :

- Tirer les enseignements de la gestion des décrocheurs post-confinement, et optimiser la coordination et l'organisation des services de l'éducation nationale et des missions locales au sein des plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD) ;
- S'assurer d'une coopération renforcée de l'ensemble des acteurs jugés pertinents dans la poursuite des objectifs de l'obligation de formation ;
- Mobiliser sur les solutions adaptées pour les jeunes concernés par l'obligation de formation (remobilisation scolaire, formation professionnelle, apprentissage, service civique, « sas de respiration » ou formations pré-qualifiantes, dispositifs d'accompagnement...). La formation des jeunes étant une compétence partagée avec les régions, vous veillerez là-encore à associer pleinement les conseils régionaux à vos travaux dans la perspective d'une adaptation de l'offre de formation pour répondre aux besoins spécifiques de ce public. Vous associerez également les conseils départementaux et leurs services sociaux et de protection de l'enfance à vos travaux ;
- Construire une cartographie des acteurs du « réseau obligation de formation » d'une part, et des offres de solutions existantes pour les jeunes mineurs d'autre part ;
- Identifier les pratiques innovantes de coopération des acteurs, et de repérage, d'« aller vers » et de remobilisation des jeunes mineurs.

Les directions de nos ministères vous apporteront tout le soutien et les outils de cadrage et de déploiement opérationnels nécessaires à la mise en œuvre de l'obligation de formation.

Un décret en conseil d'Etat, précisant les conditions d'application de l'obligation de formation, dont les modalités de contrôle et de suivi des jeunes, sera publié à l'été 2020. Il sera complété par une instruction précisant les attendus et les modalités de mise en œuvre de l'obligation de formation.

Sachant pouvoir compter sur votre mobilisation rapide au service de la réussite des jeunes.



Muriel PENICAUD



Jean-Michel BLANQUER



Christelle DUBOS